

PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PREFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DE L'APPUI TERRITORIAL
BUREAU DE L'UTILITE PUBLIQUE
ET DES PROCEDURES ENVIRONNEMENTALES

ARRÊTÉ

**n° 2018-PREF-DCPPAT-BUPPE/036 du 21 mars 2018
mettant en demeure le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)
de respecter les prescriptions de l'article R.181-46 du code de l'environnement
pour le Bâtiment 463 ADEC Lot n° 16 du site de SACLAY**

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Palmes Académiques
Chevalier du Mérite Agricole

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 12 octobre 2017 portant nomination de M. Mathieu LEFEBVRE, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2017-PREF-MCP-044 du 23 octobre 2017 portant délégation de signature à M. Mathieu LEFEBVRE, Secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n°2009.PREF.DCI 2/BE 0172 du 25 septembre 2009 portant autorisation d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-Le-Bacle,

VU l'arrêté préfectoral n°2011-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/643 du 24 novembre 2011 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement de l'ensemble du site du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bacle,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 2 février 2018, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 19 décembre 2017, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 15 février 2018 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence d'observations de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé,

CONSIDERANT l'article R.181-46 du code de l'environnement qui prévoit :

"II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation",

CONSIDERANT que lors de la visite du 19 décembre 2017 du bâtiment 463 ADEC Lot n° 16, l'inspecteur a constaté que le procédé CLEPS a été remis en route, sans transmission d'éléments complémentaires permettant de juger du caractère substantiel et notable des opérations et donc sans aucun accord de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT en effet que conformément au point VII.5 de l'annexe 2-11 Lot n° 16 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2011, l'installation de concassage des flacons de liquides scintillants doit être à l'arrêt,

CONSIDERANT également que l'exploitant a procédé aux vidanges des cuves d'entreposage d'effluents radioactifs, sans avoir apporté à l'inspection les compléments portant sur ces opérations de vidange afin de juger du caractère substantiel ou notable de l'opération,

CONSIDERANT que l'inspection a constaté que le barnum contenait les premières transcuves contenant les effluents radioactifs aqueux radioactifs, alors que l'inspection n'a pas reçu les compléments au dossier de porter à connaissance du 1^{er} août 2016 concernant la mise en place d'une zone de transit extérieure couverte afin de recevoir les effluents aqueux radioactifs pompés dans les cuves D7, D8, D9, $\alpha 1$, $\alpha 2$, D11 et D12, demandés par courrier du 19 octobre 2017, bien que l'inspection ait formulé des demandes complémentaires afin de juger du caractère substantiel ou notable de l'opération,

CONSIDERANT que ces constats contreviennent aux prescriptions de l'article R.181-46 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives de respecter les prescriptions applicables pour l'exploitation du site de Saclay, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), dont le siège social est situé Site de Saclay, 91191 Gif-sur-Yvette Cedex, exploitant des installations sises Bâtiment 463 au sein du site de Saclay (91400), est mis en demeure de respecter :

dans un délai de UN MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'article R.181-46 du code de l'environnement et du point VII.5 de l'annexe 2-11 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2011, en déposant un nouveau dossier de porter à connaissance concernant la mise en place du procédé CLEPS ;

dans un délai de TROIS MOIS à compter de la notification du présent arrêté :

- les prescriptions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, en transmettant à l'inspection des installations classées les compléments portant sur les opérations de vidanges des cuves d'entreposage de liquides aqueux radioactifs ;
- les prescriptions de l'article R.181-46 du code de l'environnement, en transmettant à l'inspection des installations classées les compléments portant sur les opérations de stockage des transcuves contenant des effluents aqueux radioactifs.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

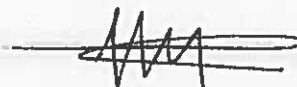
ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,
Les inspecteurs de l'environnement,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet de PALAISEAU et Monsieur le Maire de SACLAY.

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général



Mathieu LEFEBVRE

